Maud Simonet, *Travail gratuit : la nouvelle exploitation ?*

Paris, Textuel, coll. « Petite Encyclopédie critique », 2018

Lionel Prouteau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/travailemloi/9681>

DOI : [10.4000/travailemloi.9681](https://doi.org/10.4000/travailemloi.9681)

ISSN : 1775-416X

Éditeur

DARES - Ministère du Travail

Édition imprimée

Date de publication : 2 décembre 2019

ISSN : 0224-4365

Référence électronique

Lionel Prouteau, « Maud Simonet, *Travail gratuit : la nouvelle exploitation ?* », *Travail et Emploi* [En ligne], 160 | 2019, mis en ligne le , consulté le 25 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/travailemloi/9681> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/travailemloi.9681>

Travail gratuit : la nouvelle exploitation ?

Maud Simonet

Paris, Textuel, coll. « Petite Encyclopédie critique », 2018, 152 p.

*Lu par Lionel Prouteau **

Dans cet ouvrage de sociologie critique, Maud Simonet affiche d'emblée son point de vue. Non, le développement de diverses formes de travail gratuit (bénévolat, service civique, stage, *workfare*¹, travail gratuit sur Internet) ne relève pas d'un type d'exploitation inédit. Le travail gratuit n'est pas nouveau, comme le montre de manière emblématique le travail domestique des femmes. C'est pourquoi l'auteure juge indispensable un détour liminaire par les approches féministes de cette forme de travail puisqu'elles « posent toutes les questions que l'on peut poser à propos d'autres formes de travail gratuit » (p. 18).

Le premier chapitre s'ouvre donc sur un rappel des questions qui ont présidé à la définition du travail domestique et de son périmètre, à sa mise en visibilité et aux débats sur l'opportunité de lui affecter une valeur monétaire. M. Simonet présente ensuite succinctement deux approches théoriques de ce travail gratuit : le féminisme marxiste et le féminisme matérialiste radical. Le premier met l'accent sur le rôle éminent des femmes dans l'accumulation capitaliste du fait des tâches qu'elles effectuent au service de la production et de la reproduction de la force de travail. Le second inscrit le travail domestique dans le cadre d'un mode de production patriarcal, non réductible au capitalisme, au sein duquel les hommes exploitent le travail gratuit des femmes.

Puis, en contrepoint de ces approches, l'auteure renvoie aux écrits de bell hooks selon laquelle, face au racisme et aux conditions d'emploi subies dans le monde du travail salarié, le foyer a constitué un lieu de résistance pour les femmes noires aux États-Unis au moment même où, dans les années 1970, se développaient les théories féministes susmentionnées. Bell hooks étend aux femmes blanches de la classe ouvrière cette perception du foyer comme espace d'affranchissement à l'égard des servitudes du monde traditionnel du travail. Il en découle, pour M. Simonet, la nécessité de resituer l'analyse du travail domestique dans le cadre de rapports sociaux pluridimensionnels qui permettent de l'appréhender tantôt sur le mode de l'exploitation, tantôt sur celui de la valorisation de soi.

* Laboratoire d'économie et de management de Nantes Atlantique.

1. Autrement dit des activités imposées en contrepartie du versement d'aides sociales.

De ce détour préliminaire par les approches féministes, M. Simonet tire trois leçons dont elle étend la validité à toutes les formes de travail gratuit : son invisibilisation, c'est-à-dire la dénégaration de son caractère de travail ; la nécessité d'adopter une conception élargie de l'exploitation, au-delà du marché et de sa forme capitaliste ; celle d'appréhender le travail gratuit comme s'inscrivant au sein des rapports sociaux.

Le chapitre 2 traite du bénévolat, du volontariat² et du *workfare* comme modes de mobilisation du travail gratuit au nom de l'injonction à la citoyenneté. Pour ce faire, l'auteure s'appuie sur les résultats d'études de terrains qu'elle a menées aux États-Unis et en France. Elle s'intéresse ainsi à l'entretien des parcs publics à New York auquel contribuent, aux côtés de fonctionnaires municipaux, des bénévoles ainsi que des allocataires d'aides sociales au titre des politiques de *workfare*. Côté français, après avoir évoqué la volonté exprimée en 2016 par le département du Haut-Rhin d'imposer des heures de « service social » en contrepartie de la perception du revenu de solidarité active (RSA), elle utilise des entretiens conduits dans deux communes : l'une a mis en place pour des allocataires du RSA des « contrats de bénévolat » résiliables à la demande de l'une des deux parties et l'autre, un programme (non obligatoire) de bénévolat (sans contrat) pour le même type de public. Toutes ces mises au travail gratuit, qu'elles soient incitatives avec le bénévolat ou contraignantes avec le *workfare*, participent pour M. Simonet d'une même logique de néolibéralisation du travail.

Dans le chapitre 3 consacré au travail gratuit numérique (*free digital labor*), l'auteure s'interroge sur les frontières du travail et sur sa valeur économique dans la mesure où les géants du Net tirent profit des usages divers, y compris les plus banals, que font les utilisateurs de ces technologies (blogs, posts, tweets et autres activités sur les réseaux sociaux) alors même que ces derniers ne perçoivent pas ces activités comme du travail. Empruntant alors aux propos de Sébastien Broca pour qui il y a là une « disjonction entre la volonté du sujet et les fruits de son action³ » (p. 93), elle suggère que l'exploitation consiste précisément dans une telle disjonction. Elle illustre son propos en relatant le conflit qui éclata entre les blogueurs du *Huffington Post* et sa fondatrice lorsque cette dernière décida, en 2011, de vendre le journal en ligne. Cette vente conduisit les blogueurs à réclamer une compensation financière pour leurs contributions jusqu'alors gratuites. L'auteure voit dans cet épisode l'expression d'une opposition entre les valeurs morales qui animaient les contributeurs et la valeur économique que dévoilaient la vente et les bénéfices réalisés à cette occasion.

Le chapitre 4 étudie les relations qu'entretient le travail gratuit avec le marché du travail. Il contaminerait ainsi ce marché en affectant aux femmes des emplois faiblement valorisés socialement, moins rémunérés, et censés relever de dispositions dont les femmes seraient « naturellement pourvues » dans l'espace privé. Est également

2. En France, le volontariat se distingue du bénévolat en ce qu'il n'existe pas de définition juridique du second tandis que les différentes formes prises par le premier, parmi lesquelles le service civique, ont des statuts juridiques. À la différence du bénévole, le volontaire perçoit une rémunération qui n'est pas un salaire. Le volontariat ne relève pas du droit du travail.

3. Broca S. (2017), « *Le digital labour*, extension infinie ou fin du travail ? », *Tracés*, n° 32, pp. 133-144.

abordée l'incitation au travail gratuit comme tremplin vers l'emploi, voire comme substitut pour les personnes qui en sont les plus éloignées.

Le dernier chapitre aborde les issues envisageables à « ce régime de la preuve par le travail gratuit » (p. 142) tout en considérant que la question ne peut être véritablement traitée dans le cadre de cet ouvrage. M. Simonet évoque alors deux scénarios : celui de la « dissolution du travail gratuit dans le salariat » et celui qui consiste au contraire à « dissoudre le salariat dans le travail gratuit » par la mise en place d'un revenu universel. L'auteure pointe les effets pervers possibles de ces deux scénarios et affiche sa préférence, sans pour autant développer ses arguments, pour une perspective chère à Bernard Friot de « statut politique du producteur » (p. 151)⁴.

Si l'objet de l'ouvrage est attractif, son contenu laisse à plusieurs titres le lecteur sur sa faim et suscite parfois son scepticisme. Le travail gratuit est placé sous le signe de l'exploitation. Le philosophe Stéphane Haber est, certes, fondé à écrire que ce concept d'exploitation compte au nombre de ces catégories qui ne peuvent échapper à un certain flou. Il n'en reste pas moins qu'on peut le définir en lui faisant « correspondre des caractères typiques », sans pour autant lui associer des critères univoques (p. 70)⁵. Or ce n'est que tardivement, dans le chapitre 3 sur le *digital labor*, que Maud Simonet caractérise l'exploitation par l'existence d'un écart entre l'intention de l'individu et les fruits de son action. Elle considère alors qu'une telle situation est présente « dans toutes les formes de travail gratuit [qu'elle a] analysées jusqu'à présent » (p. 98). Cette acception du terme soulève certainement quelques interrogations, mais elle a le mérite de mettre en exergue l'ambivalence de ces formes de travail gratuit et ce, d'une manière quelque peu différente de (bien que non incompatible avec) celle envisagée dans le chapitre sur le travail domestique. L'ambivalence n'est plus l'effet des différences de perception du travail gratuit liées à la diversité des positions occupées dans les rapports sociaux. Tout individu s'y adonnant y est exposé. Mais puisqu'elle est présentée comme une caractéristique propre à tout travail gratuit, le lecteur aurait aimé qu'elle soit analysée plus tôt et plus systématiquement, notamment à travers les tensions qu'elle engendre. Les développements sur l'épisode du *Huffington Post* peuvent être lus comme une tentative en ce sens. Mais il n'y a rien de tel dans le chapitre précédent qui traite du bénévolat.

Ce chapitre s'avère d'ailleurs à bien des égards sujet à critiques. Ainsi l'auteure verse-t-elle dans la caricature quand elle fait du bénévolat et du *workfare* « les deux faces d'une même pièce » (p. 71) au motif que le second peut parfois se traduire par

4. Maud Simonet est extrêmement succincte sur le contenu de cette perspective puisqu'elle se contente de la présenter comme l'extension à toutes et à tous des « institutions du salaire socialisé » (p. 151). Bernard Friot résume ce statut par trois droits attribués dès 18 ans : « une qualification personnelle et le salaire à vie qui va avec, la copropriété d'usage de tout outil de travail utilisé dans la carrière et la participation aux délibérations des caisses de salaire et d'investissement et des jurys de qualification qui, à côté du marché, coordonneront l'activité des entreprises » (Friot B. [2017], « Continuer d'affirmer une production non capitaliste de valeur grâce au statut politique de producteur », in Allègre G., Sterdyniak H. [coord.], *Revenu universel. L'état du débat*, Paris, OFCE, pp. 154-157).

5. Haber S. (2018), « Actualité et transformation du concept d'exploitation. L'exemple du "travail numérique" », *Actuel Marx*, n° 63, pp. 70-85.

une injonction au premier. Le propos relève d'un excès rhétorique susceptible de nuire à la crédibilité de l'argumentation. En outre, l'idée selon laquelle le bénévolat est pensé comme un déni de travail aurait mérité d'être tempérée. En effet, Danièle Demoustier rappelle que dès les années 1980, « l'intégration par les associations des valeurs économiques » conduit à substituer à la notion d'engagement « le terme d'activité ou de travail bénévole, marquant ainsi l'osmose entre bénévolat et salariat dans un certain nombre d'associations⁶ » (p. 103). Quant au service civique, un rapport récent de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep) souligne que la logique de l'engagement est largement absente du discours des jeunes concernés qui y voient essentiellement une expérience professionnelle⁷. On peut à cet égard questionner l'argumentation de l'auteure : si le déni de travail était si évident pour le bénévolat et le volontariat, comment pourraient-ils être encouragés en tant que tremplin vers l'emploi ?

Dans ce même chapitre, alors que la place occupée par le bénévolat proprement dit est des plus restreintes, le lecteur ne peut manquer de s'interroger. Tout bénévolat est-il un travail gratuit exploité ? L'auteure mentionne essentiellement la mobilisation de bénévoles permettant de pallier l'insuffisance de l'emploi public. On pourrait, dans la même veine, évoquer le cas de certaines associations employeuses confrontées à un durcissement de leurs contraintes budgétaires. Ne sont-elles pas incitées à recruter des bénévoles et plus probablement des personnes en service civique faute de pouvoir embaucher de nouveaux salariés ? De telles situations ne seraient pas inédites puisqu'elles ont été observées ailleurs, notamment en Amérique du Nord au cours des dernières décennies⁸. À partir de tels cas dont il ne faut pas sous-estimer les risques qu'ils présentent, peut-on pour autant opérer une montée en généralité en faisant fi de la considérable diversité du tissu associatif et du bénévolat ? C'est pourtant à cette généralisation que semblent nous inviter les propos de l'auteure pour qui il est « vital, dans la période actuelle, de saisir combien cet "engagement citoyen" bénévole ou volontaire est aujourd'hui à la fois l'objet et l'instrument de politiques publiques », même si déroge à cette règle le bénévolat militant engagé contre l'État (p. 72). Mais *quid* alors du bénévolat qui, dans les associations de membres, contribue à la production d'un bien commun partagé entre tous les adhérents ? Ce type de bénévolat, qui est le plus répandu, est-il tout entier soumis à cette logique de l'exploitation ? C'est aussi dans l'art de la nuance que réside le pouvoir de conviction d'une thèse.

6. Demoustier D. (2002), « Le bénévolat, du militantisme au volontariat », *Revue française des affaires sociales*, n° 4, p. 97-116.

7. Talleu C., Leroux C. (collab.) (2019), « Le service civique dans les associations. Mise en œuvre et impact dans le département de l'Aisne », *Injep Notes & rapports/rapport d'étude*, n° 2019-03.

8. Voir par exemple : Baines D. (2004), "Caring for Nothing: Work Organization and Unwaged Labour in Social services", *Work, Employment and Society*, vol. 18, n° 2, pp. 267-295.